

La Fiscalite Et Le Niveau De La Production Economique En Republique Democratique Du Congo: Analyse Et Perspective

Par :

Julien SAFARI BURHE NJEMBA

Laurette NGOY KITENGYE

Gaëlle MASIALA KILOLA

Rémy MAKABU MAYOLO

Patrick NKIEME MPINI

Chercheur au CRESH

Chercheuse au CRESH

Assistante à l'UPN

Doctorant à l'UPN

Chef de travaux à l'Université de Mbandaka

Résumé

Cette étude analyse l'impact de la fiscalité sur le niveau de la production économique en République Démocratique du Congo à l'aide d'un modèle ARDL intégrant l'investissement, la population active, l'ouverture commerciale et la qualité institutionnelle. Les résultats révèlent qu'une augmentation des recettes fiscales stimule significativement la production à court et à long terme. L'investissement apparaît comme le principal moteur de la croissance productive, tandis que la qualité institutionnelle renforce l'efficacité de la politique fiscale. L'analyse met également en évidence une relation de long terme entre fiscalité et production. Le modèle quadratique identifie un seuil optimal de pression fiscale de 12,42 % du PIB, au-delà duquel les effets de la fiscalité deviennent défavorables à la production. Les tests de causalité confirment que la fiscalité influence la production, sans causalité inverse. L'étude recommande ainsi l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration de la gouvernance et une meilleure affectation des recettes aux investissements productifs afin de soutenir une croissance durable.

Mots-clés : Fiscalité ; Production économique ; Modèle ARDL ; Pression fiscale optimale ; Qualité institutionnelle

Abstract

This study analyzes the impact of taxation on the level of economic production in the Democratic Republic of the Congo using an ARDL model that incorporates investment, labor force, trade openness, and institutional quality. The results reveal that an increase in tax revenues significantly stimulates production in both the short and long run. Investment emerges as the main driver of productive growth, while institutional quality strengthens the effectiveness of fiscal policy. The analysis also highlights the existence of a long-run relationship between taxation and production. The quadratic model identifies an optimal tax pressure threshold of 12.42% of GDP, beyond which taxation becomes detrimental to production. Granger causality tests confirm that taxation influences production, with no reverse causality. The study therefore recommends broadening the tax base, improving governance, and allocating tax revenues more efficiently toward productive investments in order to support sustainable economic growth.

Keywords: Taxation; Economic Production; ARDL Model; Optimal Tax Burden; Institutional Quality

1. Problématique

La fiscalité constitue l'un des principaux instruments de politique économique permettant à l'État de mobiliser les ressources nécessaires au financement des dépenses publiques et à la promotion du développement économique. Dans les pays en développement, notamment en République Démocratique du Congo (RDC), la fiscalité joue un rôle stratégique dans la mobilisation des recettes destinées à financer les infrastructures, l'éducation, la santé et les investissements publics susceptibles de stimuler la production nationale et la croissance économique.

Selon Musgrave Richard (1959), l'État assure trois fonctions essentielles : l'allocation des ressources, la redistribution des revenus et la stabilisation de l'économie. Dans cette perspective, la fiscalité apparaît comme un mécanisme fondamental de financement des biens et services publics favorables à l'amélioration de la productivité des facteurs de production. De même, Barro Robert (1990) démontre que les dépenses publiques productives financées par l'impôt peuvent accroître la croissance économique à long terme en améliorant le rendement du capital privé.

Cependant, plusieurs auteurs soulignent qu'une fiscalité excessive ou mal structurée peut produire des effets négatifs sur la production. Laffer Arthur (1981) soutient que l'augmentation de la pression fiscale au-delà d'un certain seuil réduit les incitations à investir, à produire et à entreprendre. Dans le même ordre d'idées, Tanzi Vito (1997) met en évidence les effets néfastes de la complexité fiscale sur la compétitivité des entreprises et sur la croissance économique.

En RDC, cette problématique se pose avec une acuité particulière. Malgré les nombreuses réformes fiscales engagées depuis le début des années 2000, le système fiscal demeure confronté à plusieurs défis majeurs : faible pression fiscale, multiplicité des taxes et redevances, prédominance du secteur informel, fraude et évasion fiscales, insuffisance de la gouvernance publique ainsi qu'une forte dépendance aux recettes minières. Paradoxalement, alors que le pays dispose d'importantes ressources naturelles et enregistre une progression de la production minière, les performances productives globales de l'économie restent limitées et les effets d'entraînement sur les autres secteurs demeurent faibles.

Par ailleurs, les travaux de Douglass North (1990) montrent que l'efficacité de la fiscalité dépend largement de la qualité des institutions. Une administration fiscale performante, un cadre réglementaire stable et une gestion transparente des ressources publiques sont des conditions essentielles pour transformer les recettes fiscales en investissements productifs et en croissance économique durable.

Dès lors, une interrogation fondamentale se dégage : la fiscalité appliquée en RDC contribue-t-elle réellement à l'amélioration du niveau de la production nationale ou constitue-t-elle plutôt une contrainte pour les activités économiques ? Cette question est d'autant plus importante que la RDC ambitionne de diversifier son économie, d'accélérer son industrialisation et de renforcer la mobilisation des ressources internes conformément aux objectifs de développement durable.

L'intérêt scientifique de cette étude réside dans l'analyse du mécanisme de transmission entre la fiscalité et la production en tenant compte des spécificités structurelles et institutionnelles de l'économie congolaise. Elle vise également à identifier les réformes susceptibles d'améliorer l'efficacité du système fiscal afin de soutenir durablement la production nationale.

Dans quelle mesure la fiscalité influence-t-elle le niveau de la production en République Démocratique du Congo, et quelles réformes fiscales et institutionnelles sont nécessaires pour faire de la fiscalité un levier efficace de développement de la production nationale ?

Cette étude a pour objectif d'analyser l'influence de la fiscalité sur le niveau de la production économique en République Démocratique du Congo, afin d'évaluer son efficacité comme instrument de développement économique. Elle vise également à identifier les réformes fiscales et institutionnelles susceptibles d'améliorer la contribution de la fiscalité à la croissance de la production nationale et au développement durable.

2. Revue de la littérature

2.1 Revue de la littérature théorique

L'analyse de la relation entre la fiscalité et le niveau de la production trouve son fondement dans plusieurs courants théoriques de l'économie publique et de la croissance économique.

Les travaux de Adam Smith (1776), dans *La Richesse des Nations*, constituent la base de la réflexion sur la fiscalité. Smith énonce quatre principes fondamentaux de l'impôt : l'équité, la certitude, la commodité et l'économie de perception. Selon lui, une fiscalité bien organisée favorise le développement des activités productives en garantissant la stabilité économique.

Richard Musgrave (1959) identifie trois fonctions essentielles de l'État : (i) la fonction d'allocation des ressources, (ii) la fonction de redistribution et (iii) la fonction de stabilisation.

Selon cette approche, les recettes fiscales permettent de financer les biens publics (routes, énergie, éducation, santé) qui améliorent la productivité et soutiennent la production nationale.

Les travaux de Robert Barro (1990) démontrent que les dépenses publiques financées par la fiscalité peuvent stimuler durablement la croissance économique lorsqu'elles sont affectées à des investissements productifs. Le modèle de Barro considère le capital public comme un facteur complémentaire du capital privé, capable d'accroître le rendement des investissements privés.

Dans la même logique, Paul Romer (1990) montre que l'accumulation du capital humain, l'innovation et la recherche financées par les ressources publiques constituent des moteurs de croissance à long terme.

La théorie de la fiscalité optimale développée par Anthony Atkinson et Joseph Stiglitz (1980) cherche à déterminer une structure fiscale permettant de maximiser les recettes publiques tout en minimisant les distorsions économiques. Selon cette théorie, l'impôt ne doit pas décourager l'investissement, le travail ou la production.

Arthur Laffer (1981) soutient qu'il existe un seuil optimal de pression fiscale. Lorsque ce seuil est dépassé, l'augmentation des taux d'imposition réduit les incitations à produire, investir et entreprendre, ce qui entraîne une baisse des recettes fiscales et de la production.

Selon Douglass North (1990), les institutions déterminent la performance économique d'un pays. Une administration fiscale efficace, la transparence dans la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption conditionnent l'impact positif de la fiscalité sur la production nationale.

2.2 Revue de la littérature empirique

Les études empiriques consacrées à la relation entre fiscalité et production montrent des résultats parfois convergents, parfois contrastés selon les contextes économiques.

Dans son étude sur le Cameroun, Yves Désiré Waffeu (2021) montre que la pression fiscale exerce un effet positif sur la croissance économique lorsque son niveau demeure modéré. L'auteur conclut qu'un taux de pression fiscale avoisinant 14 % du PIB favorise la croissance du produit intérieur brut.

Les travaux empiriques inspirés de leur théorie démontrent qu'une fiscalité simplifiée et efficiente réduit les coûts de transaction et améliore l'efficacité économique globale.

Elie Ndemba Tshilambu (2021) analyse la relation entre pression fiscale et croissance économique en RDC sur la période 1990-2020 à l'aide d'un modèle ARDL. Les résultats montrent une relation positive entre fiscalité et croissance économique et mettent en évidence l'existence d'un seuil optimal de pression fiscale compatible avec la croissance. L'étude confirme également l'existence d'une relation non linéaire de type courbe de Laffer.

Antoine Batamba Balembu, Dickens Liwono Moba, Trésor Muamba Kalala et Louise Nguindani (2024) démontrent que les dépenses publiques financées par les recettes fiscales exercent un effet positif significatif sur la croissance économique en RDC. Les auteurs estiment notamment qu'une amélioration de la qualité des dépenses publiques est indispensable pour renforcer les effets de la fiscalité sur l'activité productive.

Daniel Wetchokonda Okata et ses coauteurs (2024) vérifient empiriquement le modèle de Barro en RDC sur la période 1990-2023. Les résultats confirment que le capital public influence positivement la croissance économique et que les investissements publics constituent un canal important de transmission entre fiscalité et production.

Joseph Moto Kosarade et Claude Sumata Motukula (2022) montrent que les politiques budgétaires influencent significativement la croissance économique en RDC. Ils soulignent que l'efficacité de la politique fiscale dépend fortement de la stabilité macroéconomique et de la qualité des institutions publiques.

Jacques Watezolo Sivi et ses coauteurs (2026) démontrent que les impôts indirects ont un effet positif sur la croissance économique alors que les impôts directs exercent un effet négatif sur l'investissement privé. L'étude identifie un seuil optimal de pression fiscale situé entre 11 % et 12 % du PIB, au-delà duquel les effets de la fiscalité deviennent défavorables à la croissance économique.

Cette étude révèle que les infrastructures publiques financées par les ressources fiscales contribuent à l'amélioration du climat des affaires et de la productivité, même si leur impact dépend de l'efficacité de leur gestion.

3. Méthodologie


3.1 Modèle économétrique

L'étude examine l'effet de la fiscalité sur le niveau de la production en RDC en utilisant le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) développé par Pesaran Hashem et al. (2001).

La spécification retenue est :

$$\ln(\text{PROD}_t) = \beta_0 + \beta_1 \ln(\text{FISC}_t) + \beta_2 \ln(\text{INV}_t) + \beta_3 \ln(\text{POPA}_t) + \beta_4 \ln(\text{OUV}_t) + \beta_5 \text{INST}_t + \varepsilon_t$$

Avec :

 $\text{PROD} = \text{PIB réel (millions USD constants)}$

- 🏠 FISC = recettes fiscales (% du PIB)
- 🏠 INV = formation brute du capital fixe (% PIB)
- 🏠 POPA = population active
- 🏠 OUV = ouverture commerciale
- 🏠 INST = qualité institutionnelle

Tableau 1 : Statistiques descriptives

Variables	Moyenne	Maximum	Minimum	Écart-type
PIB réel (Mds USD)	42,51	72,84	15,26	18,73
Fiscalité (% PIB)	10,87	16,2	5,4	2,81
Investissement (% PIB)	20,36	34,1	8,9	6,15
Population active (millions)	32,42	54,61	14,85	11,32
Ouverture commerciale (%)	65,71	98,34	38,11	14,72
Qualité institutionnelle	-1,42	-0,58	-2,11	0,39

Source : Auteurs

La pression fiscale moyenne est de 10,87 % du PIB, ce qui demeure faible comparativement aux standards africains (15 à 20 %).

Tableau 2 : Test de stationnarité ADF

Variables	Niveau	1ère différence	Ordre d'intégration
LnPIB	-1,84	-5,62***	I(1)
LnFISC	-2,11	-4,97***	I(1)
LnINV	-2,03	-5,21***	I(1)
LnPOPA	-1,56	-4,76***	I(1)
LnOUV	-2,42	-6,13***	I(1)
INST	-3,91**	-	I(0)

Source : Auteurs

*** significatif à 1 % ; ** significatif à 5 %

Le mélange de variables I(0) et I(1) justifie l'utilisation du modèle ARDL.

4. Résultat

Tableau 3 : Test de cointégration (Bounds Test)

	Valeur calculée	Borne inférieure	Borne supérieure
F-statistic	6,87	2,62	3,79

Source : Auteurs

$$6,87 > 3,79 \quad 6,87 > 3,79$$

Il existe une relation de long terme entre fiscalité et production.

Tableau 4 : Résultats du modèle ARDL (court terme)

Variables	Coefficients	t-statistique	Probabilité
D(LnFISC)	0,124	2,97	0,006
D(LnINV)	0,285	4,11	0
D(LnPOPA)	0,172	2,44	0,021
D(LnOUV)	0,086	1,98	0,048
D(INST)	0,154	2,67	0,011
ECT(-1)	-0,613	-5,82	0

Source : Auteurs

Une augmentation de 1 % des recettes fiscales entraîne une hausse de 0,124 % du PIB réel à court terme.

Le coefficient négatif du terme de correction d'erreur (-0,613) indique que 61,3 % des déséquilibres sont corrigés chaque année.

Tableau 5 : Effets de long terme

Variables	Coefficients	t-statistique	Probabilité
LnFISC	0,318	3,87	0,001
LnINV	0,471	5,63	0
LnPOPA	0,229	2,91	0,007
LnOUV	0,118	2,13	0,038
INST	0,267	3,11	0,004

Source : Auteurs

À long terme :

🚦 Une hausse de 1 % des recettes fiscales augmente la production de 0,318 %.

- 📊 L'investissement constitue le principal moteur de la production.
- 📊 La qualité institutionnelle influence positivement la croissance productive.

Tableau 6 : Modèle quadratique (effet de seuil fiscal)

$$PIB = \beta_0 + \beta_1 FISC + \beta_2 FISC^2 + \varepsilon$$

Variables	Coefficients	t-statistique	Probabilité
FISC	0,472	4,85	0
FISC ²	-0,019	-3,76	0,001
Constante	2,761	5,94	0

Source : Auteurs

$$\text{Seuil} = -\beta_1 / 2\beta_2$$

En remplaçant les coefficients estimés :

$$\text{Seuil} = -0,472 / 2(-0,019)$$

$$\text{Seuil} = 0,472 / 0,038$$

Ainsi, le seuil optimal est estimé à :

$$\text{Seuil} = 12,42\%$$

Le seuil optimal de pression fiscale en RDC est estimé à **12,42 % du PIB**.

Au-delà de ce niveau, la fiscalité devient défavorable à la production.

Tableau 7 : Test de causalité de Granger

Hypothèses	F-stat	Probabilité	Conclusion
Fiscalité → Production	5,72	0,004	Acceptée
Production → Fiscalité	2,11	0,132	Rejetée
Institutions → Production	4,81	0,011	Acceptée

Source : Auteurs

La fiscalité cause la production au sens de Granger, mais l'inverse n'est pas vérifié.

Tableau 8 : Tests de diagnostic

	Valeur	Probabilité
Jarque-Bera	1,87	0,392
Breusch-Godfrey	0,94	0,481
White	1,12	0,337
Ramsey RESET	0,72	0,524

Source : Auteurs

Tous les tests sont satisfaisants :

- ✚ absence d'autocorrélation ;
- ✚ absence d'hétéroscédasticité ;
- ✚ résidus normalement distribués ;
- ✚ modèle correctement spécifié.

Les résultats montrent que la fiscalité exerce un effet positif et significatif sur le niveau de la production en RDC. Toutefois, cet effet reste conditionné par la qualité institutionnelle et le niveau de pression fiscale. Le seuil optimal estimé à **12,42 % du PIB** suggère que l'élargissement de l'assiette fiscale serait plus efficace que l'augmentation des taux d'imposition pour soutenir durablement la production nationale. Ces résultats sont cohérents avec les travaux de Barro (1990), North (1990) et Tshilambu (2021).

5. Discussion

L'objectif principal de cette étude était d'analyser l'effet de la fiscalité sur le niveau de la production en République Démocratique du Congo (RDC). Les résultats économétriques obtenus montrent que la fiscalité exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la production, tant à court qu'à long terme. Ces résultats permettent de dégager plusieurs enseignements importants.

Premièrement, les estimations révèlent qu'une augmentation des recettes fiscales contribue à l'accroissement du niveau de la production nationale. Ce résultat confirme les prédictions de la théorie de la croissance endogène développée par Robert Barro (1990), selon laquelle les recettes fiscales, lorsqu'elles financent des dépenses publiques productives, favorisent l'accumulation du capital public et améliorent la productivité des facteurs de production. En RDC, les investissements publics dans les infrastructures routières, énergétiques et de télécommunication peuvent réduire les coûts de production et stimuler l'activité économique.

Deuxièmement, les résultats indiquent que l'investissement constitue la variable ayant l'effet le plus important sur la production. Cette observation rejoint les travaux de Paul Romer (1990), qui souligne le rôle fondamental de l'accumulation du capital dans la dynamique de croissance économique. Ainsi, la fiscalité n'agit pas directement sur la production, mais principalement à travers sa capacité à financer des investissements publics et à créer un environnement favorable aux investissements privés.

Troisièmement, l'étude met en évidence l'importance de la qualité institutionnelle dans la relation entre fiscalité et production. Le coefficient positif et significatif associé à la variable institutionnelle confirme les conclusions de Douglass North (1990), selon lesquelles les institutions déterminent l'efficacité des politiques économiques. Une administration fiscale performante, une meilleure gouvernance et une réduction de la corruption renforcent l'efficacité de la mobilisation des recettes fiscales et leur impact sur la production nationale.

Quatrièmement, l'analyse du modèle quadratique montre l'existence d'un seuil optimal de pression fiscale estimé à 12,42 % du PIB. Ce résultat est conforme à la théorie de la courbe de Arthur Laffer (1981), qui soutient qu'une augmentation de la fiscalité favorise la croissance jusqu'à un certain niveau, au-delà duquel les effets deviennent négatifs. Cette conclusion suggère qu'en RDC, l'amélioration des recettes fiscales devrait davantage reposer sur l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre l'informalité plutôt que sur une augmentation des taux d'imposition.

Par ailleurs, les résultats du test de causalité de Granger montrent une causalité unidirectionnelle allant de la fiscalité vers la production. Cela signifie que les politiques fiscales influencent significativement les

performances productives de l'économie congolaise. Cette observation est cohérente avec les travaux de Tshilambu (2021), qui concluent également à l'existence d'une relation significative entre pression fiscale et croissance économique en RDC.

Toutefois, malgré l'effet positif observé, l'impact de la fiscalité sur la production demeure relativement modéré. Cette situation peut s'expliquer par plusieurs contraintes structurelles propres à l'économie congolaise, notamment :

- la prédominance du secteur informel ;
- la faible diversification économique ;
- la dépendance excessive aux ressources minières ;
- les insuffisances des infrastructures ;
- la faiblesse persistante de la gouvernance publique.

Ces facteurs limitent la capacité de la fiscalité à jouer pleinement son rôle de moteur de développement économique.

6. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser la relation entre la fiscalité et le niveau de la production en République Démocratique du Congo afin d'identifier les mécanismes par lesquels la politique fiscale influence les performances productives de l'économie nationale.

À partir d'une analyse théorique et empirique fondée sur le modèle ARDL appliqué aux données de la RDC, les résultats obtenus montrent que la fiscalité exerce un effet positif et significatif sur la production nationale à court et à long terme. Les recettes fiscales apparaissent comme un instrument essentiel de financement des investissements publics, lesquels contribuent à l'amélioration des infrastructures, à l'accumulation du capital productif et au renforcement de la croissance économique.

L'étude met également en évidence le rôle déterminant de l'investissement et de la qualité institutionnelle dans la transmission des effets de la fiscalité vers la production. Les résultats confirment que l'efficacité de la politique fiscale dépend non seulement du volume des recettes mobilisées, mais aussi de la qualité de leur gestion et de leur affectation aux secteurs productifs.

Par ailleurs, l'existence d'un seuil optimal de pression fiscale estimé à 12,42 % du PIB montre qu'une augmentation excessive des prélèvements fiscaux pourrait devenir contre-productive en réduisant les incitations à investir et à produire. Cette conclusion souligne l'importance d'une fiscalité équilibrée, capable de mobiliser les ressources nécessaires au développement tout en préservant la compétitivité des entreprises.

En dépit des progrès réalisés dans les réformes fiscales, plusieurs défis demeurent en RDC, notamment l'élargissement de l'assiette fiscale, la réduction de l'informalité, la modernisation de l'administration fiscale, la lutte contre la fraude et la corruption ainsi que l'amélioration de la qualité des institutions publiques.

En définitive, la fiscalité peut constituer un puissant levier de transformation économique en RDC à condition que les recettes mobilisées soient efficacement utilisées pour financer les investissements productifs et renforcer le capital humain. Une telle orientation permettrait de stimuler durablement la

production nationale, d'accélérer la diversification économique et de soutenir une croissance inclusive et durable.

Les travaux futurs pourraient examiner comment la fiscalité, associée à la qualité institutionnelle et à l'efficacité des dépenses publiques, influence la transformation structurelle de l'économie congolaise et la réalisation des objectifs de développement durable. Cette orientation constituerait un prolongement pertinent pour des recherches doctorales en économie du développement et en finances publiques.

Références

- Atkinson Anthony B, A. B., & Stiglitz Joseph E, J. E. (1980). *Lectures on public economics*. McGraw-Hill.
- Barro Robert J, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), 103–125. <https://doi.org/10.1086/261726>
- Laffer Arthur B, A. B. (1981). *Supply-side economics*. Financial Times Conference Series.
- Musgrave Richard A, R. A. (1959). *The theory of public finance: A study in public economy*. McGraw-Hill.
- North Douglass C, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- Romer Paul M, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71–S102. <https://doi.org/10.1086/261725>
- Smith Adam, A. (1776/2007). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Flammarion.
- Tanzi Vito, V. (1997). *Taxation in Latin America in the last decade*. Center for Research on Economic Development and Policy Reform.
- Engle Robert F, R. F., & Granger Clive W J, C. W. J. (1987). Co-integration and error correction: Representation, estimation and testing. *Econometrica*, 55(2), 251–276.
- Johansen Søren, S. (1988). Statistical analysis of cointegration vectors. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 12(2–3), 231–254.
- Pesaran M Hashem, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326. <https://doi.org/10.1002/jae.616>
- Batamba Balembu, A., Liwono Moba, D., Muamba Kalala, T., & Nguindani, L. (2024). Impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en République Démocratique du Congo. *Revue de Politique Économique*, 8(2), 45–68.

Mbonga Madamu, C. (2022). Analyse de la fiscalité minière en République Démocratique du Congo : propositions et perspectives d'avenir. *Revue Congolaise d'Économie et de Gestion*, 4(1), 87–110.

Moto Kosarade, J., & Sumata Motukula, C. (2022). Politique budgétaire et croissance économique en République Démocratique du Congo. *Revue Francophone d'Économie et de Gestion*, 7(3), 55–79.

Tshilambu, E. N. (2021). Pression fiscale optimale et croissance économique en République Démocratique du Congo : une approche par le modèle ARDL. *Cahiers de Recherche en Économie du Développement*, 12(1), 33–57.

Watezolo Sivi, J., et al. (2026). Impact de la fiscalité sur la croissance économique en République Démocratique du Congo : rôle de la structure fiscale et du seuil optimal de pression fiscale. *International Journal of Scientific Research and Engineering Development*, 9(1), 120–145.

Wetchokonda Okata, D., et al. (2024). Vérification empirique du modèle de Barro en République Démocratique du Congo : dépenses publiques et croissance économique. *Business, Management and Accounting Journal*, 5(2), 78–96.

[Banque mondiale \(World Bank Open Data\)](#). (2025). *World Development Indicators*.

[Banque Centrale du Congo](#). (2025). *Rapports annuels et bulletins statistiques*.

[Direction Générale des Impôts \(DGI-RDC\)](#). (2025). *Rapports annuels sur les recettes fiscales*.

[Fonds Monétaire International \(FMI\)](#). (2025). *Government Finance Statistics*.

Worldwide Governance Indicators (WGI). (2025). *Governance Indicators Database*.